

Évelyne Ternant

Retour sur le congrès du Parti de la gauche européenne (PGE)

Il est très éclairant de placer les luttes politiques en France dans une perspective européenne et mondiale. Tous les documents (en anglais et en français) et les comptes rendus du congrès du PGE sont accessibles à cette adresse : <<https://www.european-left.org/congress/7th-congress-vienna-2022/>>.

Le 7^e congrès du PGE s'est tenu à Vienne, en Autriche, les 9, 10 et 11 décembre derniers, à un moment où l'Europe entre en récession, affronte une guerre, l'inflation, une crise énergétique, et où les politiques néolibérales de l'Union européenne non seulement ne règlent aucun des problèmes sociaux, économiques et écologiques mais les aggravent, et font ainsi le lit de l'extrême droite, déjà au pouvoir dans plusieurs pays (Pologne, Hongrie, Italie, Suède), et à proximité dans d'autres, dont le nôtre.

Lueur d'espoir pour résister et construire

C'est dire si ce rassemblement qu'est le PGE, qui réunit 31 partis, communistes, socialistes en rupture de social-libéralisme et écologistes anti-capitalistes, noue des partenariats avec d'autres, dont l'important parti irlandais Sinn Fein, et accueille plus d'une dizaine de partis observateurs comme LFI en France, est une lueur d'espoir sur le fait qu'« une alternative de gauche est possible », pour reprendre le titre du document politique voté par le congrès. Le PGE est en effet aujourd'hui la seule perspective crédible de progrès dans un paysage politique européen délabré, auquel s'ajoute la dévastation d'un énorme scandale de corruption qui touche des parlementaires européens de la

gauche sociale-démocrate, dont on peut penser qu'il n'est pas un cas isolé, mais le cas révélé d'une corruption endémique au fonctionnement même des institutions européennes.

Lueur d'espoir d'autant que le PGE est un des piliers de l'animation du forum social européen, qui se réunit une fois par an, avec plusieurs centaines de participants, venus de plus de 130 organisations politiques, syndicales, de mouvements sociaux et d'ONG, en produisant de multiples travaux thématiques et se conclut par un plan d'action annuel, afin d'alimenter et animer les mobilisations sociales et citoyennes.

À l'issue de ce 7^e congrès du PGE, on peut souligner des points d'appui précieux qui font consensus en ces temps de tourmente, mais constater aussi une certaine fragilité sur l'aptitude à mener des batailles politiques sur des propositions concrètes et précises de transformation de la construction européenne.

Trois thématiques principales ont traversé les interventions et débats du congrès ; la guerre, la crise de l'énergie, la justice sociale et la solidarité. En revanche, l'enjeu politique associé aux banques et aux entreprises, n'a été que peu traité, de même que la question de l'industrie. Il manque également un projet commun sur les institutions européennes, pour combattre ef-

ficacement le repli nationaliste promu par les extrême-droites européennes. La poursuite d'une forte implication du PCF dans le PGE pour consolider les acquis et avancer sur un projet commun ambitieux.

La guerre Lomniprésente

Avec la guerre omniprésente dans le congrès et des délégations venant de pays limitrophes de la Russie, il est remarquable que le PGE affiche un choix déterminé en faveur de l'option pacifique, du désarmement global et multilatéral, et de l'exigence d'un cessez-le-feu immédiat de la guerre en Ukraine. Si la condamnation de la Russie est sans appel, les critiques envers l'Union européenne et son « incapacité à faire respecter les accords de Minsk », et la lucidité sur le jeu des États-Unis qui « en tirent parti pour renforcer leur position hégémonique, en concurrence avec le Russie et le Chine » tranchent avec les positions guerrières et atlantistes d'une partie de la gauche française. Le rapport à l'OTAN a fait en revanche l'objet d'une recherche difficile d'équilibre, qui n'a pas satisfait un parti finlandais, l'Alliance de gauche, qui quitte le statut d'adhérent du PGE pour celui d'observateur. Le texte final est clair sur l'opposition à toute expansion supplémentaire de l'OTAN « qui n'apportera ni la sécurité ni la paix

en Europe ». Certes, il n'est pas question de « dissolution », mais l'amendement du PCF de renforcement de l'opposition à l'Otan a été accepté : « le PGE réaffirma sa critique fondamentale et de principe de l'Otan et sa position de non-alignement avec l'Otan et les États-Unis ».

La crise de l'énergie

Le deuxième sujet dominant des débats fut la crise de l'énergie, vue souvent sous l'angle de ses effets sociaux de paupérisation. Quelques partis ont à l'évidence fait leur « aggiornamento » sur les vertus du marché européen de l'énergie, et pris acte du fait qu'il faut s'en défaire. Le texte politique est clair : « ... les producteurs et fournisseurs d'énergie doivent tous être placés sous contrôle public. Les grands groupes énergétiques doivent être expropriés, nationalisés et socialisés. » En revanche, les désaccords sur le mix énergétique persistent. Le texte initial protestait contre l'inclusion de l'électricité nucléaire dans les énergies vertes, ce qui n'était pas acceptable pour le PCF. L'amendement français a été retenu, la référence à l'énergie nucléaire a disparu, remplacée par un appel au débat « pour tenir les nécessaires engagements climatiques et aboutir à une énergie décarbonée ». Le texte politique critique par ailleurs la politique énergétique européenne de « substitution des hydrocarbures russes par ceux d'autres pays dont le bilan en matière d'environnement et de droits humains est tout aussi médiocre ».

Donc une avancée sur la maîtrise publique du secteur, mais encore du chemin à faire pour présenter un projet énergétique cohérent à l'échelle européenne.

Justice sociale et solidarité, les marqueurs forts du PGE

Le soutien des luttes sociales pour la création d'un salaire minimum, l'augmentation des salaires, la relance des conventions collectives et la réduction des heures de travail sans réduction de salaires, pour des droits sociaux contraignants et contre les réformes néolibérales du marché

du travail est le socle de solidarité qui identifie aujourd'hui le PGE face aux forces réactionnaires. Ce positionnement du côté des travailleurs va de pair avec des propositions de justice fiscale : taxation des « surprofits » et des flux financiers, lutte contre l'évasion fiscale, retenue à la source des multinationales.

La défense des services publics, contre l'accès inégal organisé par les privatisations, fait aussi partie des points d'appui partagés du PGE, avec une nouveauté : la création d'un « observatoire européen des services publics », votée dans une motion proposée par le Parti communiste espagnol, dont il faudra suivre de près la mise en place et les travaux.

Contre la marchandisation croissante du logement, il est proposé « l'imposition progressive des logements collectifs vacants, le plafonnement des loyers et des restrictions aux logements partagés (notamment Airbnb) ».

Contre l'Europe forteresse, le PGE s'inscrit en faux contre la « logique inhumaine et discriminatoire » des politiques migratoires actuelles, demande l'instauration de « voies légales et sûres de l'immigration... appelle à l'abolition de Frontex et une profonde révision du paquet asile et immigration européen », en réaffirmant : « aucune personne n'est illégale... Ce sont les vies humaines, et pas les frontières qui requièrent une protection. »

La solidarité, c'est aussi la solidarité internationale, politique avec le respect des droits à l'autodétermination des peuples palestinien, kurde du Rojava, sahraoui, du peuple de Chypre, le soutien des forces démocratiques et progressistes en Amérique latine et dans les Caraïbes. De nombreuses délégations étrangères étaient présentes et se sont exprimées. Toutefois, sur blocage de la gauche allemande « Die Linke », il n'y a pas eu d'accord pour que le PGE inclue dans son soutien à la Palestine des sanctions à l'égard d'Israël et la suspension de l'accord d'association avec l'UE, dont l'accord commercial préférentiel.

La solidarité internationale, c'est enfin la solidarité économique, contre l'accaparement des richesses et des savoirs par

quelques oligopoles pharmaceutiques qui, en pleine pandémie mondiale, ont refusé « d'accorder un accès universel aux vaccins et médicaments », d'où le soutien à la campagne « pas de profits sur la pandémie ». Le texte politique a été renforcé par une motion proposée par Rifondazione Comunista, et votée, qui prévoit la création d'un pôle public européen intervenant sur « l'ensemble du cycle du médicament : recherche, production, développement et distribution, qui met le fruit de ses recherches à la disposition du monde médicaments, technologies et vaccins à des prix abordables au service de l'humanité ».

Banques, Entreprises et industrie, le maillon faible des débats

Le PCF a fait un apport important d'amendements dans le texte politique sur ces sujets, tous retenus, mais le faible nombre d'interventions évoquant ces questions montre le chemin à parcourir pour que les propositions passent du texte aux batailles politiques.

Nous avons fait valider deux propositions majeures :

« – un Fonds européen de développement écologique et social, pour les services publics et pour l'emploi, financé par la création monétaire de la BCE à taux zéro voire négatif, comme l'article 123.2 du Traité de Lisbonne le permet, et doté d'une gouvernance démocratique ;

– un refinancement sélectif par la BCE des crédits des banques aux entreprises à taux d'autant plus abaissés qu'ils favorisent les investissements matériels et de recherche, porteurs d'emploi, de formation, de réduction des émissions de CO₂ et à taux d'autant plus élevés qu'ils diminuent l'emploi, accroissent les émissions de carbone et délocalisent. »

Nous avons également renforcé les passages relatifs aux droits des salariés dans les entreprises : en introduisant deux propositions :

– une défensive : « le droit des travailleurs à s'opposer aux licenciements boursiers et aux délocalisations ».

– une offensive : « les droits nouveaux des travailleur.euse.s sur l'organisation du travail, les investissements et les orientations stratégiques des entreprises ». Dans la même veine, alors que les avancées démocratiques étaient envisagées sous l'angle d'un contrôle démocratique des citoyens limité aux « institutions », nous y avons ajouté le nécessaire contrôle citoyen sur les « entreprises et les banques ». Enfin, au soutien des syndicats qui visait à « renforcer leur pouvoir de négociation collective », nous avons ajouté le soutien « à tous les projets de sécurisation professionnelle de l'emploi et de la formation ».

Il faut se garder de tout fétichisme sur les textes, car ces propositions de transformation structurelle sur les pouvoirs économiques des banques et des entreprises n'ont été évoquées dans les débats qu'à de rares mais notables exceptions : Jeremy Corbyn, et Walter

Baier, le nouveau président du PGE, membre du Parti communiste autrichien, qui s'est félicité, dans son discours de clôture, de l'entrée de l'économiste Frédéric Boccara dans les structures de direction du PGE. On peut noter aussi l'intervention de Paolo Ferrari, de Refondazione Comunista, sur la nécessaire transformation des institutions économiques internationales et la mise en cause de l'hégémonie du dollar, pierre angulaire des rapports économiques impérialistes.

Suite à nos interventions publiées dans ce dossier, sur « la BCE et le financement des services publics », et la « politique industrielle », des retours positifs venant de Martin Günther, économiste de Die Linke, et Walter Baier montrent qu'il y aura des appuis pour avancer sur ces sujets, mais aussi un gros travail de conviction pour en faire des thèses partagées largement au sein du PGE.

Débat... et vote sur la proposition de la commission féminisme du PCF

La commission féminisme du PCF a déposé une motion intitulée initialement « Industrie pornographique, violences sexistes et sexuelles » qui présente le grand intérêt de faire le lien entre l'industrie pornographique, la pédocriminalité et les violences contre les femmes. Avec le développement des technologies numériques, l'industrie pornographique est aujourd'hui constituée de très nombreux producteurs de contenus relayés par un petit nombre de grandes plateformes numériques, qui en mondialisent l'accès, le tout formant un gros marché de 100 milliards de dollars, avec des effets sociaux désastreux : l'âge moyen du premier contact d'un enfant avec des vidéos pornographiques est de 9 ans ; le jeu de la concurrence entre les producteurs incite au développement de contenus toujours plus violents, pédocriminels ou à violence sexiste et sexuelle, non dénués de racisme, exploitant la vulnérabilité économique et psychologique des femmes ou des enfants.

Une mission du Sénat français a conclu, après plus de six mois de travaux et d'auditions, à l'existence d'un lien entre porno-criminalité, pédocriminalité, violences sexistes et sexuelles, car la pornographie véhicule et banalise des images de violence, de haine et de racisme érotisés. L'Europe est particulièrement concernée puisqu'elle est le lieu de circulation de 62 % des contenus pédocriminels.

La motion s'inscrit dans le calendrier européen puisque la législation intérimaire confiant au « volontariat » des géants du numérique la responsabilité de réguler les contenus problématiques arrive à expiration en juillet 2024. La commission européenne elle-même propose de rendre obligatoires les actions de détection, signalement et retraits de la part des plateformes. La motion propose donc de renforcer toute la législation européenne en matière de prévention et de protection des mineur.e.s contre la porno-criminalité et la pédocriminalité, avec de fortes

Intervention d'Évelyne Ternant

Les entreprises multinationales ont fait des choix d'implantation mondiale qui mettent les populations en danger de dépendances et de ruptures d'approvisionnement sur des biens essentiels, comme l'a montré la pandémie.

L'idéologie de la concurrence « libre et non faussée » a effacé toute ambition de politique industrielle cohérente à l'échelle européenne. La course au moins disant social et fiscal entre les États a encouragé les délocalisations. Certains pays comme la France sont pris dans une trajectoire de désindustrialisation accélérée.

Il y a urgence à engager une nouvelle industrialisation pour assurer la maîtrise des technologies et productions stratégiques, mais aussi pour réaliser la transition écologique, avec de nouveaux procédés économes en énergie, en matières, et le recyclage.

À la logique de concurrence, nous opposons celle de coopérations, fondées sur l'avantage mutuel et déchargées de l'exigence de rentabilité financière des actionnaires.

Elles ne se construiront qu'avec de puissantes conquêtes démocratiques :

Les droits des salariés doivent s'élargir aux décisions stratégiques de l'entreprise sur : que produire, comment produire, où produire ? Comment changer les critères de gestion des entreprises, par où trouver le chemin d'une nouvelle efficacité économique, où l'objectif serait de s'en prendre aux coûts et gaspillages du capital, au lieu de l'obsession à la baisse du coût du travail ?

Il s'agit aussi de donner aux citoyennes et citoyens un pouvoir de contrôle sur les politiques publiques, qui sont aujourd'hui largement subordonnées aux intérêts du capital, tels les aides aux entreprises, le crédit bancaire, la protection sociale, ou la fiscalité. Cette irruption citoyenne dans la vie politique est la condition pour que les leviers d'action des États et de l'Union européenne soient utilisés pour créer des emplois, développer la formation et la recherche, les services publics, et répondre aux immenses défis écologiques qui nous sont posés.

contraintes exercées sur les entreprises du numérique, les sites pornographiques, et invite le PGE à lancer une campagne d'information contre les cyber-violences en direction des jeunes, des parents et éducateurs. Il y a d'ailleurs une mobilisation citoyenne sur ces sujets, puisqu'une lettre ouverte à l'Union européenne, signée par 72 organisations de la société civile et des droits de l'enfant, demande instamment

à l'UE de « faire de l'Internet un lieu sûr » pour les enfants. La motion a suscité beaucoup de débats : d'abord par la nouveauté d'articuler l'économie, un marché en plein essor avec beaucoup de profits, et le social ; ensuite, le fait d'associer l'industrie pornographique avec porno-criminalité et pédocriminalité ; enfin, la crainte d'une utilisation de cette position par les conservateurs et de passer pour

des défenseurs d'un ordre moral puritain. Ces divergences recoupent celles qui divisent la gauche sur la prostitution, considérée comme un « travail » par les uns, et comme un état d'exploitation sous domination par les « abolitionnistes » comme le PCF. La motion retravaillée avec Die Linke, retirée « pédocriminalité, violences sexistes et sexuelles », assortie de la création d'un groupe de travail du

L'intervention de Frédéric Boccaro

1 – Des luttes se développent dans toute l'Europe.

- Luttres sociales : pour les salaires, l'emploi, les conditions de travail
- Luttres dites « sociétales » : féministes, antiracistes avec la jeunesse, résistance de la société civile pour l'accueil des migrants et leurs droits
- Luttres pour les services publics (comme l'hôpital), mobilisations écologiques, qui sont toutes deux à la fois sociales et sociétales.
 - Peut-on réduire leurs exigences à seulement corriger un peu la répartition des richesses ? Cela ne répondrait pas aux exigences. Il faut une action positive, en amont, anticapitaliste.

2 – Car nous avons face à nous des problèmes très profonds.

- Récession économique en cours qui combine retour de l'inflation, montée des taux d'intérêt dans un contexte d'endettement des entreprises, des États et des ménages, gonflement financier gigantesque et pénuries d'emploi et de qualifications dans le monde entier.
- Pauvreté grandissante
- Crise écologique systémique
- Guerre en Europe et montée des nationalismes
 - Alors les interrogations se font jour. Et on prétend remettre en cause le pacte de stabilité, développer une politique industrielle commune dans l'UE.

3 – Mais les gouvernants répondent : « plus d'État?... pour le capital » !

Plus d'État pour soutenir le capital financier, sa valeur, pour soutenir l'investissement matériel, plus d'État pour baisser les dépenses sociales, contre les retraites, pour le nationalisme, contre les migrants, pour la guerre !

- Nous refusons cette vision, cette récupération réactionnaire.

4 – Pour nous, il y a une opportunité et une urgence pour une intervention publique tout autre :

- Démocratique
- Mettant en commun les moyens dans l'UE
- Pour développer les services publics, l'emploi-formation, l'accueil humain, l'ouverture au monde et la coopération.

5- Donc la période qui s'ouvre est marquée par une opportunité et une urgence pour nous de mener une campagne politique et publique dans toute l'Union européenne sur notre proposition précise de Fonds européen pour les services publics et pour l'emploi-formation.

Nous proposons – et c'est dans notre document d'orientation politique commun – de créer un Fonds européen pour le développement solidaire :

- Démocratique
- Qui recevrait la création monétaire de la BCE (au moins une partie)
- Pour financer les dépenses des États à un taux de 0 %, voire négatif, si ces dépenses développent les services publics et l'emploi
- Ceci dans toute l'UE.

Les services publics sont une priorité et un cœur essentiel de la vie de chacune et chacun, et de l'économie de nos pays : l'hôpital et la santé, l'éducation, la protection sociale, l'accueil des migrants, l'aide à l'enfance, et tant d'autres !

Les traités actuels autorisent la mise en œuvre d'un tel Fonds (article 123.2 du traité de Lisbonne sur le fonctionnement de l'UE). Mais bien sûr cela va contre leur logique profonde.

C'est pourquoi nous devons le dire. Et, si les gouvernants actuels refusent un tel Fonds, répondre : « si vous ne le faites pas, c'est parce que vous ne voulez pas développer vraiment les services publics ! Ce n'est pas à cause des règles ! ».

Mettons-les en cause par une campagne pour l'année qui vient !

PGE sur le sujet, a été finalement votée à 70 % par le congrès, ce qui montre à la fois l'avancée considérable obtenue et les résistances qui persistent.

L'épine de l'extrême-droite dans le pied du PGE

La réalité de la montée de l'extrême-droite en Europe a été très présente dans les débats du congrès, vécue douloureusement dans certains pays, crainte dans d'autres. Pour autant, le paradoxe dans ce congrès, c'est que la seule motion contrée par le veto d'un parti, c'est-à-dire forcée au retrait, portait précisément sur l'extrême droite.

Le texte politique du PGE s'étend fort peu sur le sujet, si ce n'est le rappel de son opposition irréductible. Une motion de renforcement du texte sur la lutte contre l'extrême-droite a été votée, engageant le PGE sur l'organisation bi-annuelle d'une conférence « No pasaran » largement ouverte aux forces de progrès. Mais la deuxième motion relative à l'extrême-droite, écrite dans l'urgence par Refondazione Comunista, a échoué. Il lui a été reproché d'être exclusivement centrée sur l'Italie, de prendre insuffisamment en compte la diversité des situations où l'extrême droite est au pouvoir en

Europe, dans une certaine variété des alliances et des soutiens économiques, et de tracer un trait d'égalité contestable entre les partis libéraux et l'extrême-droite, du fait sans doute du ralliement de Meloni aux réseaux d'influence de Draghi. Le veto au texte italien est venu du parti finlandais l'Alliance de Gauche.

Cet épisode étonnant met en évidence le besoin d'un travail d'analyse approfondi au sein du PGE sur le corpus idéologique commun aux extrêmes droites européennes, mais aussi à ce qui les différencie d'un pays à l'autre. L'emprise des thèmes nationalistes sur les classes populaires est à mettre en regard d'une construction européenne hors des peuples et contre les peuples. Encore faut-il pour combattre efficacement le nationalisme porter un projet européen qui respecte la souveraineté des peuples, à l'opposé des conceptions fédéralistes d'intégration à marche forcée.

L'organisation politique de l'Union européenne est l'angle mort du texte politique adopté au congrès du PGE ; de là à penser que le consensus sur une conception commune n'est pas trouvé, il n'y a qu'un pas. Pour endiguer l'attraction des idées d'extrême-droite en Europe, il faut un projet de construction européenne qui réaffirme la souve-

raineté de chaque peuple à décider de ses coopérations, dans une Europe à géométrie choisie, et réfute à la fois le repli nationaliste et l'intégration fédéraliste.

Le PCF, repère et « stabilisateur » du PGE

Le PCF exerce depuis le départ un rôle important dans l'histoire du PGE, sa fondation, son animation, puisqu'il en a exercé la présidence pendant 6 ans puis une vice-présidence 6 autres années ; il a été à l'initiative de la création du Forum social européen. Au-delà de sa présence dans les structures, la cohérence de ses analyses et la continuité de ses combats en font un repère politique et idéologique, un acteur de stabilité. Le congrès, auquel Fabien Roussel a participé une journée, a été l'occasion de contacts bilatéraux très importants, du secrétaire national ou d'autres membres de la délégation avec le Sinn Fein, Syriza, le PTB (Parti des Travailleurs de Belgique), les Partis communistes espagnol, japonais, chilien, Die Linke, d'autres encore... Des contacts vont être pris avec l'équipe de Jeremy Corbyn. L'engagement du PCF demeure plus nécessaire que jamais. Notre camarade Vincent Boulet va succéder à Pierre Laurent

Intervention de Shirley Wirden à l'assemblée des femmes du PGE

Je commence par vous annoncer une bonne nouvelle : nous avançons vers la constitutionnalisation de l'avortement en France, par un premier vote favorable à l'Assemblée nationale. C'est un combat de plusieurs décennies et l'héritage de nombreux mouvements féministes, une conquête sans cesse remise en cause et nous apportons notre solidarité sororale à toutes les femmes qui ne disposent pas de ce droit fondamental dans le monde. Nous pensons aux femmes en Ukraine et en Pologne, aux femmes afghanes et iraniennes particulièrement.

Aujourd'hui en France, ce qui mobilise la jeunesse et structure le plus le mouvement féministe c'est la question de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et c'est une révolution du rapport au corps, et au consentement. 80 % des plaintes sont classées sans suite et cela engendre une colère massive dans la société, ce qui est aussi signe d'une évolution des mentalités sur le sujet tout autant que d'un retard criant de la justice.

La crise sanitaire et les confinements ont également mis en pleine lumière la précarité des travailleuses en première ligne mais aussi les inégalités professionnelles qui persistent. Nous avons besoin d'amener tout le monde à se mobiliser plus massivement sur ce sujet de la violence économique, des inégalités salariales et professionnelles, des retraitées pauvres *in fine*, ces inégalités nourries et pérennisées par l'alliance entre le capitalisme et le patriarcat.

Dans ce cadre, nous portons au PCF un féminisme/lutte des classes et avons émis lors de la dernière campagne présidentielle la proposition de créer une nouvelle branche de la fonction publique dédiée aux métiers du soin et du lien, afin de créer un vrai statut reconnu et valorisé de ces métiers à prédominance féminine qui font fonctionner toute la société, tout autant que de travailler à leurs mixités.

pour la vice-présidence française du PGE, Hélène Bidard entre au secrétariat politique et Frédéric Boccara au bureau exécutif. Des propositions circulent déjà ; l'idée d'une grande initiative européenne sur les services publics, à partir de l'hôpital public en crise partout ; des assises sur l'industrie automobile européenne, en grand danger de destruction.

À 18 mois des élections européennes, la volonté de marquer l'existence du PGE par quelques meetings nationaux et des campagnes nationales qui portent quelques propositions phare communes a été exprimée et votée dans une motion présentée par Die Linke. D'où l'importance de réaliser au sein du PGE des avancées sur des propositions concrètes qui émancipent de la dictature des marchés et esquissent les contours d'un projet européen.

Cela implique que le PCF soit lui-même en situation de porter son projet européen en France lors de la campagne des élections européennes.



GAUCHE européenne
 IZQUIERDA europea
 Europäische LINKE
 SINISTRA europea
 Európska L'AVICA
 STÎNGA europeană
 Europa VASAK
 ESQUERDA europea
 Evropská LEVICE
 Ευρωπαϊκή ΑΠΙΣΤΕΡΑ
 ESQUERRA europea
 European LEFT
 Európai BAL



ACTUALITÉ EUROPE

